

# Le dommage



Pour pouvoir engager la responsabilité civile délictuelle d'une personne, trois éléments constitutifs doivent être réunis : un **dommage**, un **fait générateur** du dommage et un **lien de causalité** entre les deux.



La victime doit d'abord démontrer qu'elle a subi un dommage, dont a découlé un préjudice. Il faut qualifier juridiquement ce dommage afin de s'assurer qu'il soit **réparable**. Il faut ensuite s'assurer de son caractère **direct, certain et légitime**.



## Un dommage réparable



Le dommage doit être de ceux que le droit répare, qu'il soit **matériel, moral, ou corporel**.

### Matériel

C'est une atteinte de nature économique subie par une personne dans son **patrimoine** (dépense d'argent, destruction d'une chose, perte de clientèle, etc).

### Moral

C'est une atteinte de nature psychique, subie par une personne dans ses **sentiments** (perte d'un proche, souffrance, peur, atteinte à la réputation, violation de la vie privée, etc)

### Corporel

C'est une atteinte de nature physique, subie par une personne dans son **corps**. Elle combine des éléments de préjudice matériel et de préjudice moral : si on me casse le poignet, je vais ressentir de la douleur (préjudice moral) et avoir à payer des frais de santé, voire perdre des gains professionnels (préjudice matériel).

Pour y voir plus clair, les juges se réfèrent généralement à la **nomenclature Dintilhac**, qui classe les différents chefs de préjudices corporels. À retrouver sous l'**article 1241 du Code civil**.



## Les caractères du dommage réparable

Pour être réparable, le dommage doit avoir un caractère direct, certain et légitime.

- Le dommage sera **direct** toutes les fois où il résultera du fait dommageable (le fait que j'ai le poignet cassé résulte directement de ma collision avec la voiture). À noter que les proches de la victime, qui sont pourtant des victimes indirectes, bénéficient d'un droit propre à réparation : il s'agit de la réparation du préjudice par ricochet.
- Le dommage doit être **certain**, et non simplement éventuel (après l'accident, mon poignet cassé a été médicalement constaté). À noter que la jurisprudence accepte de réparer les dommages futurs, s'ils peuvent être évalués.
- Le dommage doit être **légitime**. Tel ne serait pas le cas en cas de perte de rémunérations illicites par exemple.

Si toutes ces conditions sont réunies, la victime pourra obtenir réparation pour le préjudice subi, sous réserve que les autres conditions soient vérifiées également et que l'auteur du dommage ne puisse pas s'exonérer.



# Le lien de causalité



## Le lien de causalité

La victime, pour obtenir réparation, doit démontrer l'existence d'un **rapport de causalité** entre le fait générateur et le dommage qu'elle a subi. Autrement dit, le fait générateur doit avoir entraîné de manière **certaine** le dommage. Il existe toutefois plusieurs conceptions du lien de causalité.

### Théorie de l'équivalence des conditions

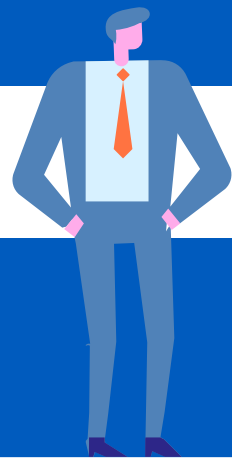
C'est une conception **large** du lien de causalité. Ici, dès lors que l'événement a concouru d'une manière ou d'une autre à la réalisation du dommage, le lien de causalité est établi (si la collision n'avait pas eu lieu, je ne me serais vraisemblablement pas cassé le poignet, même si j'y ai fortement contribué en positionnant mes mains vers l'avant).

### Théorie de la causalité adéquate

C'est une conception **étroite** de la causalité. Ici, il faut rechercher parmi les différentes causes possibles du dommage celle qui a le plus probablement conduit à celui-ci (est-ce la collision ou mon comportement qui a le plus contribué à ma blessure ?).

Le législateur ne précise pas la conception à retenir. Il faut donc plutôt se référer à la jurisprudence. Il semble qu'elle ait plutôt tendance à retenir la théorie de l'équivalence des conditions en matière de responsabilité pour faute et la théorie de la causalité adéquate pour les autres sources de responsabilité délictuelle. En cas de doute, le mieux est donc d'émettre les deux hypothèses.





## La certitude du lien de causalité

Quelle que soit la conception de la causalité retenue, le lien de causalité entre le fait générateur et le dommage doit être **certain**, et non simplement hypothétique. La plupart du temps, cela ne posera pas de difficultés (si la collision n'avait pas eu lieu, on peut affirmer avec certitude que je ne me serais pas cassé le poignet).

En pratique, les juges se réfèrent à un faisceau d'indices et se contentent d'une forte probabilité de causalité. De plus, dans certains domaines, notamment dans le domaine médical, la causalité est parfois présumée pour faciliter la preuve par la victime. C'est par exemple le cas en matière de contamination au VIH à la suite de transfusions sanguines.





# Les causes d'exonération

## Les causes d'exonération

Les causes étrangères susceptibles d'exonérer l'auteur d'un dommage sont au nombre de trois : le **cas fortuit** (ou force majeure), le **fait d'un tiers** et le **fait de la victime**.

### Le cas fortuit

Il peut s'agir de tous types d'évènements, comme un évènement naturel (tempête, éboulement, neige, etc) ou encore d'une grève ou d'une guerre.

### Le fait d'un tiers

C'est l'hypothèse de l'intervention d'un tiers, c'est-à-dire d'une autre personne que l'auteur ou la victime, dans la survenance du dommage (policiers, proches, etc).



### Le fait de la victime

C'est l'hypothèse de la victime qui participe à son propre dommage.

Seule une **faute** de la victime, au sens de l'**article 1240 du code civil**, sera prise en compte ici. Il peut donc s'agir d'une faute intentionnelle comme d'une faute de négligence ou d'imprudence (comportement déraisonnable, non-port du casque à moto, consommation de stupéfiants, etc).

Si la victime commet une faute, deux hypothèses sont à envisager :

- La faute de la victime présente les caractères de la force majeure : l'auteur du dommage sera **totale**ment exonéré.
- La faute de la victime ne présente pas les caractères de la force majeure : l'auteur du dommage pourra s'exonérer **partiellement** de sa responsabilité. Cela diminuera donc le montant des dommages et intérêts qu'il aura à verser.

Pour s'exonérer **totale**ment de sa responsabilité, l'auteur du dommage doit toutefois démontrer que le cas fortuit ou le fait du tiers présentait les caractères de la force majeure, c'est-à-dire que l'évènement était :

- **Imprévisible** : l'auteur du dommage n'a pas pu l'anticiper (j'ai mal stationné mon véhicule qui gêne les autres usagers de la route. Un autre véhicule heurte un cycliste en cherchant à m'éviter. Ici, je pouvais raisonnablement prévoir qu'en stationnant mon véhicule ainsi, un accident de la circulation pouvait se produire. Je ne pourrai m'exonérer de ma responsabilité pour le dommage causé au cycliste).
- **Irrésistible** : l'auteur du dommage n'a pas pu l'éviter d'une quelconque manière (dans le même exemple, il aurait suffi que je stationne ma voiture correctement pour éviter l'accident : l'accident ne m'était pas davantage irrésistible).
- **Extériorité** : l'auteur du dommage ne doit pas avoir contribué à sa survenance (mon véhicule heurte un cycliste, car je n'ai pas pu m'arrêter à temps. Il s'avère que mes freins étaient défectueux puisque je n'avais pas fait réviser mon véhicule : l'accident ne m'est pas extérieur et je ne pourrai m'exonérer de ma responsabilité).

Si l'évènement ou le fait du tiers présente les caractères de la force majeure au jour du fait dommageable, le défendeur sera **totale**ment exonéré de sa responsabilité. En revanche, si l'évènement ou le fait du tiers ne présente pas ces trois caractères, le défendeur ne pourra s'exonérer, **même partiellement**.

L'auteur condamné à indemniser pourrait toujours tenter de se retourner contre le tiers ayant participé aux faits via une action récursoire, ce qui pourrait entraîner un partage du montant des dommages et intérêts à verser (même s'il demeure responsable).

